



Soutien aux peuples et universitaires de Turquie

La CGT FERC Sup condamne les licenciements, arrestations et persécutions que subissent nos collègues universitaires de Turquie (enseignant.e.s chercheur.e.s, docteur.e.s, doctorant.e.s) depuis plus d'un an. Plus de 5 000 universitaires ont été démis de leurs fonctions du jour au lendemain et empêchés de retrouver un emploi, emprisonnés ou interdit.e.s de quitter le territoire. Les syndicats ont été interdits et les syndicalistes réprimé.e.s en tant que tel.les.

Le gouvernement actuel attaque la liberté de la recherche et de ce fait, la liberté de production et de transmission du savoir. Après la suspension des recteurs élus des 181 universités du pays au lendemain de la tentative de putsch, le décret commandant la nomination des recteurs.trices (président.e.s) d'université par le Président de la République de Turquie s'inscrit dans cette logique de musellement de la recherche.

La CGT FERC Sup exige que nos collègues soient libéré.e.s, rétablie.e.s dans leurs fonctions et qu'ils et elles recouvrent leur liberté d'expression et de circulation.

Nous demandons à l'Ambassade de Turquie de transmettre ces exigences à son gouvernement.

Nous demandons au gouvernement français, en particulier au Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche :

- d'agir résolument pour que la Turquie respecte notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dont elle est signataire ;
- de dénoncer la purge en cours et les exactions faites contre nos collègues de Turquie et de demander leur rétablissement dans leurs fonctions ;
- de mettre tout en œuvre pour favoriser l'accueil de nos collègues réfugié.e.s en France ;
- de soutenir officiellement les institutions universitaires de Turquie qui défendent le fonctionnement démocratique de la recherche et de l'enseignement supérieur, telles les Académies de Solidarité, créées par les Universitaires de la Paix (actuellement à Kocaeli, Izmir, Eskisehir, Dersim) ;
- de signifier vigoureusement leur désapprobation quant aux directions d'institutions non indépendantes, telles celles des universités dont les recteur.trice.s ne sont plus élu.e.s mais nommé.e.s par M. Erdogan, du YOK (Conseil de l'Enseignement Universitaire) et du TUBITAK (organisme national de recherche).

La CGT FERC SUP réaffirme son soutien aux syndicats de Turquie et aux militants qui continuent de défendre, dans des conditions difficiles, leurs libertés et droits syndicaux.

Montreuil, le 6 décembre 2016